

**Refusons de payer pour leur crise ! Zéro licenciement !
Pas d'argent public pour les grandes entreprises qui licencient !**

Pour une campagne nationale des syndicats contre les licenciements et pour l'emploi !

Malgré les discours de Macron et du gouvernement qui affirment se battre contre les licenciements : en pratique toutes les dernières mesures qu'ils ont passées les facilitent ! Pire, les ordonnances dans le cadre de la crise sanitaire permettent aux patrons de se déclarer en faillite, se passant ainsi de plan de sauvegarde de l'emploi pour licencier, pour mieux racheter leurs entreprises ensuite. La famille Muliez, par exemple, ne s'en est pas privée.

Les larmes de crocodiles après les annonces de plans de licenciements ne doivent convaincre personne quand on sait que l'argent public a coulé à flot vers ces grandes entreprises et cela continue sans aucune garantie pour l'emploi.

Au contraire, elles profitent grassement de l'argent public pour mieux licencier ; ainsi un tiers des entreprises du CAC 40 ont licencié massivement, alors qu'elles recevaient des aides publiques tout en versant des dividendes (30,3 milliards d'euros de dividendes pour le CAC 40). Selon le rapport de l'Observatoire des Multinationales :

« Près de 300 milliards d'euros de prêts garantis par l'État, plan d'urgence à 110 milliards d'euros dont 7 milliards d'euros pour Air France et 5 milliards pour Renault, plan tourisme, plan automobile, plan aéronautique, relocalisation industrielle, baisses d'impôts, 100 milliards pour le plan de relance, chômage partiel pour 31 milliards, reports ou annulations de charge sociales et fiscales (76 milliards)... Les sommes annoncées sont d'une ampleur inédite. »

Le gouvernement s'est donc également ridiculisé en demandant aux grands groupes de ne pas verser de dividendes aux actionnaires. On ne peut pas croire qu'en donnant aux capitalistes des milliards d'euros ils vont plus se préoccuper de l'emploi. Ils continuent à délocaliser, à verser des dividendes et à licencier car ce sont les lois du capitalisme: toujours faire plus de profit et bouffer la concurrence ce qui alimente le chômage de masse.

C'est une évidence que l'on ne peut pas compter sur le gouvernement ou sur les patrons pour défendre nos emplois. Il faut lutter mais si l'on veut gagner alors il faudra que les travailleurs et leurs organisations soient unies. Qu'attendent les confédérations syndicales pour appeler à une mobilisation massive contre cette avalanche de licenciements ? Certes il y a un travail de terrain à faire par les syndiqués de construire des syndicats combatifs, de développer l'implantation y compris dans les petites entreprises. Mais les confédérations en général, et la CGT en particulier, ne peuvent s'exonérer de leur rôle de direction pour construire la riposte.

C'est ainsi que l'UD CGT du 13 par exemple a lancé

la « marche pour l'emploi et la dignité » qui était une bonne idée pour montrer que c'est possible de faire des choses et cela a été boycotté par la direction confédérale, et de là par de nombreuses structures fédérales ou interprofessionnelles, sans compter celles qui n'étaient pas au courant de l'existence de cette marche.



Il est nécessaire que les confédérations, spécialement la CGT, soient à l'initiative d'une campagne nationale sur ce sujet central qui soit structurée autour des nombreux salariés et syndicats d'entreprise et d'établissement publics en lutte contre des licenciements, mais aussi avec l'ensemble des structures interprofessionnelles (UD, UL) et les fédérations. Cette campagne doit être aussi large et inclusive que possible, en la proposant aux autres organisations syndicales et à tous ceux qui souhaitent s'y associer. Cela pourrait allier la préparation de plusieurs marches dans les prochains mois qui partent de plusieurs villes avec une initiative centrale à Paris avec un appel à une grève nationale contre les licenciements. Pour être efficace nous pourrions aussi créer des comités dans les entreprises, en lien avec les sections syndicales, qui organisent le tout et mènent la bataille localement contre les licenciements en soutenant les piquets de grèves, en occupant les sites menacés, en organisant de la solidarité, etc.

- Les syndicalistes de la Gauche Révolutionnaire proposent au débat ces revendications :**
- aucun licenciement, suppression de poste ou fermeture de site
 - un emploi pour tous et toutes, baisse du temps de travail avec embauches équivalentes
 - L'argent public (les centaines de milliards déversés continuellement depuis des années et plus encore depuis la crise sanitaire), doit servir à un plan massif de créations d'emplois publics et développement des services publics dans les secteurs où il y en a besoin : hôpitaux, éducation, transports en commun, etc. et aux soutiens aux PME/TPE en difficulté.
 - l'expropriation/nationalisation des grands groupes, en premier ceux qui licencient, sous le contrôle des travailleurs
 - des augmentations de salaires, qu'ils soient égaux pour tous et toutes au même poste. **Egalité salariale femme-homme immédiatement**
 - non à la casse des retraites, de la Sécu et de l'assurance chômage
 - abrogation des lois travail I et II et retrait des ordonnances de dérégulation du travail
 - non aux violences policières, à la répression et au racisme



Les partis qui défendent les travailleurs devraient se joindre à cette campagne pour être plus fort. Que ce soit la retraite, la création d'emplois publics, la baisse du temps de travail jusqu'à la disparition du chômage, ce sont des questions politiques.

Nous avons besoin d'un parti de masse des travailleurs qui porte nos revendications immédiates et une alternative au capitalisme et qui nous permettent de lutter et gagner tous et toutes ensemble. Seule la mise en propriété publique des grands groupes capitalistes, des grandes entreprises, le renversement du système capitaliste et la construction d'une société socialiste permettront une vie décente et des conditions de travail décentes à l'ensemble des travailleurs.

Nous continuons à nous battre pour tout cela, pour nos revendications immédiates et pour le socialisme. Rejoignez-nous !



Pour nous contacter

Par téléphone/WhatsApp au
+33 (0) 7. 81.32.75.89

Par mail
contact@gaucherevolutionnaire.fr

Sur internet
[site web](#) - [page Facebook](#) - [Twitter](#)

Écrivez-nous
Les Amis de L'Égalité,
82 rue Jeanne d'Arc, centre 166,
76000 Rouen